

Façon puzzle, ils dynamitent, dispersent, ventilent la DGFIP

L'omerta qui a régné pendant des mois à la DGFIP est donc levée (sauf à Paris à l'heure où nous écrivons ces lignes) depuis le 29 mai dernier. Nous avons donc désormais une idée précise de ce que veut dire pour ce gouvernement la « reconquête du territoire » et la mise en place d'un « nouveau réseau ».

C'est bel et bien vers un repli territorial inédit et brutal de la DGFIP dont il s'agit. C'est d'un affaiblissement et d'une destruction programmée inédits de nos missions dont il s'agit. C'est une nouvelle fois la dégradation de nos conditions de travail et de vies dont il s'agit. Et la communication du gouvernement, de notre Direction Générale qui s'apparente à une « grande manipulation des esprits » n'y changera rien.

Comment peuvent-ils parler de « reconquête du territoire » quand l'ordre du jour du moment est d'accélérer les fermetures des trésoreries de proximité, des centres des finances publiques, des supprimer, fusionner un certain nombre de services et de supprimer toujours plus d'emplois ?

Le développement des maisons France service ne comblera jamais la suppression de tous nos services. Les missions qu'elles assureront, resteront, en effet, cantonnées à l'accueil et à l'orientation du public. Ce qui signifie que moins de services de la DGFIP seront présents et disponibles pour des questions techniques, des réclamations, des problèmes de paiement, des suites données à une procédure, la gestion des finances locales, etc.

Le plan du gouvernement qui s'inscrit dans une vaste remise en cause de la fonction publique a des noms: le low-cost, la flexibilité, l'externalisation et la régression. Les besoins de la population sont à l'opposé puisque ce qui est demandé c'est la qualité, l'efficacité, l'accessibilité, la continuité des services publics et l'égalité de traitement afin de réduire les inégalités sociales et fiscales.

Plus que jamais, l'heure est au réveil de notre force collective pour les faire reculer

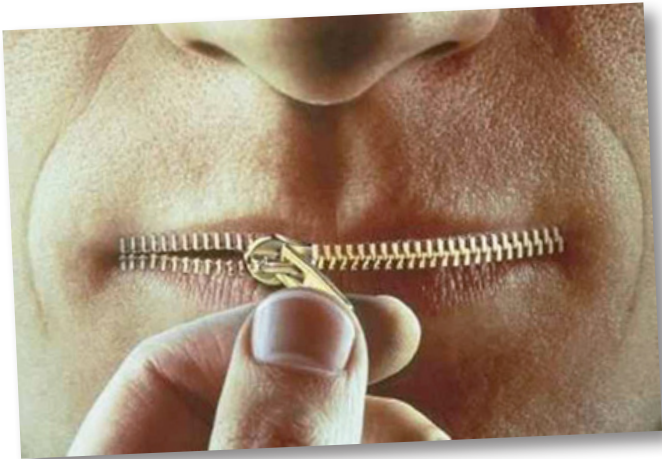
Sommaire

Edito : <i>Façon puzzle, ils dynamitent, dispersent, ventilent la DGFIP</i>	p. 1
Compte-rendu du «CTL exceptionnel» du 11 juin sur la géographie revisitée	p. 2
Mutations 2019 : <i>Toujours de moins en moins</i>	p. 3
Mobilisation pour le climat : <i>Une urgence sociale et écologique</i>	p. 4



Géographie
REVISITÉE...
Géographie sacrifiée!

Compte-rendu «CTL exceptionnel» 11 juin sur la géographie revisitée



Les élu.es du Comité Technique Local (CTL) ont été convoqué.es le mardi 11 juin en « Comité technique Local exceptionnel » pour les « informer » sur la déclinaison parisienne de la géographie revisitée.

Mais le 7 juin matin, nous avons eu la surprise de lire sur notre Ulysse local une petite information de notre DRFIP indiquant : « Pour Paris, la Corse et les départements d'Outre-mer, l'engagement de la démarche de concertation est différé de quelques jours. Je tiendrai, néanmoins, une première réunion de présentation générale mardi matin avec les cadres et mardi après-midi avec les représentants des personnels. ».

Nous avons également reçu un appel téléphonique de la direction, nous confirmant l'information.

En effet, les directeurs qui connaissent le projet puisque ce sont eux qui l'ont élaboré, ne peuvent donner les déclinaisons locales qu'à condition d'avoir l'aval via une lettre de notre ministre. Or à cette heure, cette lettre pour Paris n'a pas été envoyée. Malgré cela, la direction parisienne, avec l'aval de la Direction Générale, a maintenu les réunions d'information à la fois pour les A+ et les organisations syndicales.

Nous nous sommes donc rendus à la fois aux réunions des A+ et au CTL exceptionnel du 11 juin pour essayer, dans un contexte de fortes inquiétudes pour les agentes et agents, d'avoir tout de même quelques informations que nous vous communiquons ici.

Côté calendrier, l'information sera faite en deux temps :

- D'ici au plus tard 10 jours, nous aurions l'information des restructurations-fusions des SIE et SIP pour 2020, 2021, 2022 voir 2023.
- Et fin juin-début juillet : nous aurions l'information concernant le volume des tâches, missions qui seraient délocalisées (et peut-être vers quels départements).

Le DRFIP nous a également indiqué, après que Solidaires Finances Publiques le lui ait demandé, qu'il nous donnera les hypothèses des suppressions d'emplois.

Solidaires Finances Publiques a aussi réussi à faire avouer au Directeur qu'il y aurait d'ici 2023 certaines fermetures de centres des Finances publiques sur Paris. Ce sera ainsi le cas du site de Boucry dans le 18ème arrondissement de Paris. Ce site est particulier puisqu'il est en location.

Nous savions qu'il était donc en sursis. Le bail arrive à échéance en février 2021 et la DRFIP 75 a obtenu un délai supplémentaire de 2 ans, mais pas au-delà. C'est donc un **nouveau service public de proximité dans un quartier populaire qui disparaît**. Mais soyons rassurés, au vu de ce que nous dit notre Directeur, la Direction générale et ce gouvernement : le « nouveau réseau de la DGFIP » est en faveur de la population et des agentes et agents !!!!

Nous avons également demandé à plusieurs reprises à notre DRFIP pourquoi les informations concernant Paris avaient été retardées. Sa réponse sans surprise est : « je ne sais pas ». Mais nous le savons très bien, quand notre DRFIP nous dit « je ne sais pas », cela veut dire « je sais mais je n'ai pas le droit de vous dire » !



Pour Solidaires Finances Publiques, ce retard n'est sans doute pas une bonne nouvelle. Cela pourrait signifier que la feuille de route proposée par notre DRFIP ne serait pas assez ambitieuse pour le ministre et que ce dernier serait peut-être en train de la modifier (dans le mauvais sens) pour mieux répondre à leurs objectifs (mais nous espérons évidemment nous tromper sur cette analyse).

Quoiqu'il en soit, Solidaires Finances Publiques se rendra aux prochaines réunions afin d'informer au mieux l'ensemble des agentes et agents de la DRFIP sur leur devenir.

NB : Cet article a été écrit le 13 juin. Nous espérons qu'au moment où vous lirez cet article, nous vous aurons communiqué des informations plus précises.

Mutations 2019

Toujours de moins en moins

Après le projet et le mouvement définitif des cadres C, les projets de mutations des contrôleurs et inspecteurs ont été publiés sur ULYSSE.

Nous avons déjà alerté chacune et chacun d'entre vous sur la situation fortement dégradée. Cette année encore, cette dernière est préoccupante, comme vous pourrez en juger ! A ce stade, il est intéressant de se pencher sur les chiffres des effectifs.



La catégorie C, au 31 décembre 2019, affiche au plan national un déficit de 2 618 agentes et agents !

L'appel initial des 1 399 agentes et agents C stagiaires puis des 538 supplémentaires est donc urgent et nécessaire, mais cela sera largement insuffisant pour permettre aux services de travailler dans de bonnes conditions. D'autant plus que le nombre de C stagiaires refusant le bénéfice du concours, une fois leur première affectation connue, est toujours conséquent.

Pour Paris, le déficit s'élevait à 170 agent.es. Sans vouloir jouer les Cassandra il y avait fort à parier que le 20 mai, date de parution des affectations des C stagiaires, le déficit parisien n'allait pas être résorbé, loin s'en faut !!!

Et le résultat est hélas conforme à nos prévisions : 130 agent.es sont affectés sur Paris, soit un déficit de 40 agent.es. Ce déficit se creusera forcément puisque par expérience un certain nombre de collègues renoncent au concours (pour des motifs divers et notamment le blocage de 3 ans sur le département de première affectation).

Pour la catégorie B, 208 collègues arrivent dont 18 en rapprochement externe

Il n'y a par ailleurs plus de rapprochement en attente.

Autre élément, beaucoup plus sombre celui-ci : 105,3 postes demeurent vacants (chiffres pondérés du temps partiel). Ce chiffre extrêmement préoccupant laisse présager des gels de postes en lien avec la nouvelle scolarité des contrôleurs. Pour cette dernière, les demandes se feront en juin sur les postes restés vacants à l'issue du mouvement général de mutations B de l'année N. Là encore, la DG change les règles du jeu en cours de partie : chacun appréciera le fair-play !

Pour le mouvement des inspecteurs, c'est le chiffre de 60,1 postes vacants, chiffre pondéré du temps partiel, qui constitue le déficit en catégorie A

Alors que les mouvements précédents des inspecteurs laissent entrevoir une situation moins dégradée que pour les deux autres catégories, il n'en est rien cette année et la CAP Locale du cadre A sera aussi compliquée que les deux autres CAP Locales.

Comme on peut le constater, au-delà des suppressions, les vacances d'emplois sont un sujet de plus en plus préoccupant, et cette année aucune catégorie n'est épargnée. Pour celles et ceux qui pensaient que les recrutements importants de ces deux dernières années suffiraient, l'étude de ces chiffres démontre qu'il n'en est rien.

Et nous vous laissons imaginer l'état des services après le passage du rabot prévu par Messierus Darmanin et Fournel avec leurs 15 000 à 25 000 suppressions d'emplois !

Solitaires Finances Publiques continuera de lutter pour un recrutement à la hauteur des besoins des services, de nos conditions de travail, et pour un service public de qualité et de proximité.

AG Paris - 28 mai 2019



Mobilisation pour le climat : une urgence sociale et écologique

La deuxième grève mondiale pour le climat s'est déroulée le vendredi 24 mai. Des centaines de milliers de jeunes ont défilé partout dans le monde à l'occasion de 1 500 rassemblements dans 118 pays. L'Union Syndicale Solidaires soutient depuis son lancement la mobilisation des jeunes pour le climat en France.

Les mobilisations pour le climat ont pris de l'ampleur depuis le mois de septembre et s'inscrivent dans un contexte de contestation sociale particulièrement important : remise en cause du droit à l'éducation, réforme des retraites, remise en cause du statut des fonctionnaires, remise en cause de la liberté de manifester...

A l'occasion de la manifestation du 24 mai, une intersyndicale Solidaires, CGT, FSU, UNEF, UNL, a fait le choix de porter un discours commun pour appeler à la mise en place d'une réelle politique écologique et sociale.

Si le gouvernement français, les gouvernements européens et mondiaux n'agissent pas rapidement, les conséquences sur notre planète, notre environnement, notre santé et tout simplement sur notre avenir seront irréversibles. Ce sont déjà des milliers de personnes qui sont contraintes à la migration pour des causes climatiques. Nous sommes aujourd'hui à un point de non-retour. Il ne peut y avoir de justice sociale sans justice écologique.

Les 100 plus grandes compagnies mondiales sont responsables de 70% des émissions de gaz à effet de serre. Ce sont les modes de productions qu'il faut changer, et non pas aux personnes les plus précaires de porter le poids d'une société qui dilapide ses ressources naturelles aux profits d'une quête incessante de rentabilité.

Il est vitale de continuer à se mobiliser contre l'impunité des multinationales, principales responsables des dérèglements climatiques.

Au greenwashing généralisé porté par les décideurs politiques et économiques, il est urgent de substituer des décisions qui permettront à toutes et tous d'accéder à une vie décente sur une planète vivable.

Solidaires Finances Publiques appelle à rejoindre les prochaines actions de nos partenaires comme ATTAC contre l'impunité des multinationales, pour une véritable transition écologique, socialement et fiscalement juste.

Le contre-G7 à Hendaye du 21 au 25 août sera aussi une prochaine étape importante dans cette lutte.

C'est pourquoi Solidaires revendique une véritable politique écologique passant par l'amélioration des conditions de vie de la population :

- Un salaire minimum à 1700 € net ainsi que le relèvement des minima sociaux, une augmentation immédiate de 400 € pour tous-tes, aucun revenu en-dessous du seuil de pauvreté et le retrait de la hausse de la CSG sur les retraites.
- Faire du financement de la rénovation des logements une priorité notamment pour le logement social.
- Une réforme fiscale tournée vers l'intérêt général ayant pour objectif le financement de la transformation sociale et écologique. Pour cela l'argent ne manque pas : l'évasion et la fraude fiscale représentent 60 à 100 Mds € par an ; l'abandon de l'ISF 4 Mds € ; le CICE, 21 Mds € en 2018 et pour 2019 40 Mds € d'allègement de cotisations patronales au profit des entreprises et de leurs actionnaires...
- Le renforcement et le développement de transports collectifs urbains, péri-urbains et ruraux qui privilégient le ferroviaire.
- Pour l'accompagnement de la reconversion des outils de production pour la transition écologique.
- Pour l'accompagnement des salarié.es de ces secteurs, par la mise en place d'un revenu et d'une protection sociale équivalents à l'emploi occupé précédemment pendant toute la durée de leur reconversion.
- Une baisse significative du temps de travail qui participe à la résorption du chômage et à libérer du temps libre pour le vivre ensemble et la participation à l'organisation collective de la transformation de la société.

**CHANGEONS
LE SYSTÈME
PAS LE CLIMAT**
Union
syndicale
Solidaires

**POUR
S'INFORMER...**

Le site internet : <http://sections.solidairesfinancespubliques.info/paris/>

La page Face Book : <https://www.facebook.com/SolFIPParis>